

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION



Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION
36e séance
tenue le
lundi 25 novembre 1996
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 36e SÉANCE

Président : M. HAMBURGER (Pays-Bas)

SOMMAIRE

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE SECTORIELLE (suite)

b) ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE (suite)

c) COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT (suite)

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE (suite)

a) APPLICATION ET SUIVI DES PRINCIPAUX ARRANGEMENTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN CONSENSUS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.2/51/SR.36
27 novembre 1996

ORIGINAL : FRANÇAIS

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE SECTORIELLE (suite)
(A/C.2/51/L.38)

b) ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE (suite)

Projet de résolution A/C.2/51/L.38 : Alimentation et développement agricole durable

1. M. ACUÑA (Costa Rica), présentant le projet de résolution A/C.2/51/L.38 au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, ainsi qu'au nom de la Colombie, au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, dit que le projet traite spécifiquement du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu récemment à Rome. Les participants sont convenus de prendre des mesures pour réduire de moitié, en une vingtaine d'années, le nombre de personnes souffrant de la faim. Le Plan d'action adopté à cette occasion fait des gouvernements les premiers responsables en matière de sécurité alimentaire et les engage à coopérer activement entre eux ainsi qu'avec les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les secteurs public et privé dans la lutte contre la faim. Le Plan d'action contient un certain nombre d'engagements dont la mise en oeuvre devrait conduire à une atténuation sensible du problème de la faim. Il faut maintenant que toutes les parties concernées s'emploient activement à assurer le suivi du Sommet. Dans sa résolution 50/109, l'Assemblée générale avait invité le Directeur général de la FAO à lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur les résultats du Sommet mondial de l'alimentation. Le projet de résolution A/C.2/51/L.38 réitère cette invitation et engage la communauté internationale et les organismes compétents des Nations Unies à coopérer à l'application du Plan d'action.

La séance est suspendue à 10 h 20; elle est reprise à 10 h 30.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite)
(A/C.2/51/L.2)

Projet de résolution A/C.2/51/L.2 : Arrangements institutionnels pour l'application du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres

2. M. RAMOUL (Algérie), Vice-Président, dit que les consultations officieuses tenues sur ce projet ont permis de dégager un consensus et dit qu'aucune modification n'a été apportée au texte.

3. M. MURPHY (Irlande), parlant au nom de l'Union européenne, appelle l'attention sur le paragraphe 8 du projet de résolution, où il est demandé au PNUE de prendre diverses mesures; étant donné qu'il n'est pas fait mention d'incidences financières qui pourraient en résulter, l'intervenant croit comprendre que les projets proposés seront financés à l'aide des ressources existantes.

4. Le projet de résolution A/C.2/51/L.2 est adopté.

/...

5. Mme WILLIAMS-MANIGAULT (États-Unis d'Amérique) se félicite de l'adoption du projet de résolution. Elle rappelle que la Commission du développement durable, au paragraphe 45 a) de son rapport (E/1996/28-E/CN.17/1996/38), a recommandé que l'on procède à un examen périodique du milieu marin, dont les résultats seraient examinés par l'Assemblée générale au titre d'une question intitulée "Les océans et le droit de la mer". La délégation américaine souscrit à cette recommandation.

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE (suite) (A/C.2/51/L.25)

c) COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT (suite)

Projet de résolution A/C.2/51/L.25 : Situation en matière de transit des États sans littoral d'Asie centrale et des pays en développement de transit qui sont leurs voisins

6. M. RAMOUL (Algérie), Vice-Président, rendant compte des consultations officielles tenues sur ce projet, dit que quelques modifications d'ordre rédactionnel ont été apportées au texte. Au troisième alinéa, il conviendrait de remplacer "ces pays" par "les États en développement sans littoral ayant récemment accédé à l'indépendance". Au cinquième alinéa, il faudrait supprimer "Propositions pour l'élaboration d'un". Enfin, la note de bas de page 3 devrait se lire TD/B/42(1)/11.

7. Le projet de résolution A/C.2/51/L.25, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

8. Mme LAWLOR (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'est jointe au consensus mais qu'elle émet certaines réserves au sujet du paragraphe 5 du projet, dans lequel il est demandé au Secrétaire général de la CNUCED d'établir un rapport sur l'application de la résolution. Il n'est pas nécessaire en effet de rédiger un nouveau rapport sur le sujet; il ne s'agit pas d'une tâche prioritaire et les ressources déjà limitées de la CNUCED devraient plutôt servir à financer la mise en oeuvre des activités.

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE (suite) (A/C.2/51/L.13 et A/C.2/51/L.32)

a) APPLICATION ET SUIVI DES PRINCIPAUX ARRANGEMENTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN CONSENSUS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT (suite)

Projet de résolution A/C.2/51/L.32 : Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement

9. M. DJABBARY (République islamique d'Iran), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/51/L.32, déposé à l'issue des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/51/L.13.

10. Le projet de résolution A/C.2/51/L.32 est adopté.

/...

11. M. DUNLAVEY (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'est jointe au consensus mais que les meilleures intentions restent sans effet si elles ne s'accompagnent pas de l'adoption de mesures appropriées au niveau national. Le commerce ne peut véritablement porter ses fruits que si l'économie d'un pays fonctionne bien; la mise en oeuvre de politiques monétaires et budgétaires saines contribue à maîtriser l'inflation et à stabiliser les taux de change, la transparence des réglementations et des formalités de licence encourage la création d'entreprise et les investissements et, enfin, la suppression des subventions et autres mécanismes faussant le marché permet de dégager les avantages comparatifs des pays.

12. Le projet de résolution A/C.2/51/L.13 est retiré.

La séance est levée à 10 h 55.